

## De cette société-là, on n'en veut pas !

Pendant des mois, dans un mouvement que l'on n'a pas vu depuis longtemps, la population s'est dressée contre la casse de notre système de retraite réclamée par le patronat et les « marchés financiers ». Jeunes et retraités, salariés du secteur public et du privé ont manifesté, fait grève, bloqué les raffineries et les ports...

Au mépris de toute démocratie, le gouvernement a fait passer en force sa loi scélérate sur les retraites, mais le mouvement social est toujours debout. De nouvelles attaques contre les retraites sont déjà programmées. La loi de 2010 doit être abrogée.

Après les retraites, le gouvernement et le patronat continuent de disloquer la protection sociale :

- le financement des retraites complémentaires Arrco et Agirc n'est pas assuré ;

- le budget 2011 de la Sécurité sociale montre de nouveaux reculs graves (accès aux soins, etc.) ;

- notre système de santé publique est sapé par des mesures d'austérité sévères, qui se sont fortement aggravées depuis deux ans avec la loi Bachelot : réduction massive du budget et des effectifs. L'hôpital public est en danger !

- alors que le chômage de masse et la précarité augmentent, Pôle emploi supprime 1 800 postes !

- la dépendance des personnes âgées serait financée individuellement par le biais d'assurances privées obligatoires.

Le gouvernement de Sarkozy poursuit la destruction des acquis sociaux, aggrave les inégalités au seul profit des « marchés financiers ». Ces financiers qui veulent la privatisation de toute la protection sociale pour mettre la main sur les centaines de milliards d'euros qui leur échappent chaque année rien qu'en France.



## OUI, la mobilisation sociale continue !

Partout, en Europe, la même politique de réduction des protections sociales et d'austérité pour les peuples est à l'œuvre : baisse des salaires et des pensions de retraite, réduction des services publics, etc. C'est le projet mûri depuis dix ans par le Conseil européen, la Commission européenne, le G20 et le FMI.

Les peuples refusent de payer pour renflouer les banques et de gagner toujours moins pour maintenir à flots le système qui les exploite. Comme en France, les travailleurs de nombreux pays entrent en lutte contre cette politique: grèves générales et mobilisations se succèdent en Italie, Grèce, Espagne, Allemagne, Angleterre, Portugal, Irlande...

Répondre aux besoins sociaux exige une autre répartition des richesses. C'est possible !

**Venez en discuter**

**MARDI 14 DÉCEMBRE à 20 heures**

**ESPACE INTERGÉNÉRATIONNEL 15 bis, rue Jean-Macé, Fontenay-sous-Bois**

En présence de **Gérard Filoche** Inspecteur du travail, membre de la Fondation Copernic, signataire de l'appel « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites »

**et d'un syndicaliste allemand**

Le Collectif de Fontenay pour la défense des retraites : Femmes Solidaires, UL CGT, SUD-PTT, FSU, SUD-Éducation, Attac, LDH, M'PEP, NPA, PCF, PS, PG, Europe Écologie/Les Verts, FASE, Résistance sociale, Snuipp.

Pour nous contacter : UL CGT Fontenay-sous-Bois, Bourse du travail, 10, rue de la Mare à Guillaume. Tél. 01 48 76 41 25.